



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024**

**CM2024/12/16/40-5 : AVENANT À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC
L'ALEPTE POUR L'ACTIVITÉ 2024**

DATE DE LA CONVOCATION : 10 décembre 2024
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Quentin GESELL

LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L5219-1 et L2224-34,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

Vu la délibération CM2017/12/08/11 relative à la compétence « Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie » de la Métropole du Grand Paris,

Vu la délibération CM2018/06/28/01 portant arrêt du projet de Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement,

Vu la délibération CM2018/11/12/12 portant adoption du Plan Climat Air Energie Métropolitain,

Vu la délibération CM2018/12/07/01 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, et de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre,

Vu la délibération BM2018/10/29/01 validant l'adhésion à l'ALEPTE,

Vu la délibération CM2019/12/04/21 relative à la convention territoriale du programme SARE pour le territoire de la Métropole,

Vu la délibération CM2022/12/16/10 du 16 décembre 2022 d'adoption du Schéma Directeur Énergétique Métropolitain (SDEM),

Vu la délibération CM2024/04/09/47-6 validant l'avenant à la convention d'objectif et de financement pour l'année 2024 entre la Métropole du Grand Paris et l'ALEPTE,

Vu la convention territoriale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique » conclue entre l'État, la Métropole, l'ADEME et les Obligés : EdF, Esso, Total, le 19 décembre 2019,

Vu la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE conclue entre l'État, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020,

Vu l'avenant à la convention territoriale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique » conclue entre l'Etat, la Métropole, l'ADEME et les Obligés (EdF, Esso, Total), visant la prolongation jusqu'au 31 décembre 2023, soumis au Conseil métropolitain du 4 avril 2022,

Vu le projet d'avenant à la convention d'objectif et de financement pour l'année 2024 entre la Métropole du Grand Paris et l'ALEPTE, jointe à la présente délibération,

Considérant la compétence de la Métropole en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,

Considérant l'ambition portée par la Métropole du Grand Paris dans le cadre de son Plan Climat Air Énergie Métropolitain de disposer d'un parc immobilier résidentiel 100% bas-carbone à l'horizon 2050,

Considérant l'objectif de réduire de 50% les consommations d'énergie dans la Métropole d'ici 2050 par rapport à 2005,

Considérant la nécessité, pour l'atteinte des objectifs métropolitains précisés dans le Plan Climat Air Énergie et dans le Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement, de s'appuyer sur des outils de proximité dont l'efficacité et l'expertise sont éprouvées sur le terrain depuis plusieurs années,

Considérant la création de l'association Grand Paris Climat, qui vise notamment à renforcer la mise en réseau des Agences Locales de l'Énergie et du Climat,

Considérant le rôle, les missions et l'engagement des Agences Locales de l'Énergie et du Climat dans la mise en œuvre concrète de la transition écologique et énergétique ainsi que de l'action métropolitaine en matière d'amélioration de l'habitat,

Considérant que les actions proposées seront assurées à l'initiative et sous la responsabilité de l'association,

Considérant que Monsieur Denis CAHENZLI représenté par Séverine MAROUN, membre de droit en sa qualité de représentant de la Métropole du Grand Paris au conseil d'administration de l'association ne prend part ni aux débats ni au vote,

La commission « Transition écologique et énergétique » consultée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE le projet d'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et de financement entre la Métropole du Grand Paris et l'ALEPTE.

DÉCIDE l'attribution d'une subvention d'un montant maximal complémentaire de 145 600 € (cent quarante-cinq mille six cents euros) à l'ALEPTE pour l'année 2024 décomposé comme suit :

- 72 800 € (soixante-douze mille huit cents euros) au titre du budget propre de la Métropole
- 72 800 € (soixante-douze mille huit cents euros) au maximum au titre des Certificats d'Économie d'Énergie du programme SARE.

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 65 du budget 2025 de la Métropole du Grand Paris, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants.

PRÉCISE que cette subvention complémentaire porte la subvention au titre des activités de l'année 2024 de la Métropole à un montant maximal de 595 800 € (cinq cent quatre-vingt-quinze mille huit cents euros) :

- 152 800 € (cent cinquante-deux mille huit cents euros) au titre du budget propre de la Métropole
- 443 000 € (quatre cent quarante-trois mille euros) au maximum au titre des Certificats d'Économie d'Énergie du programme SARE.

AUTORISE le président ou son représentant à signer les actes administratifs correspondant et à suivre la bonne exécution de cette convention.

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

NPPV : 1 (Monsieur Denis CAHENZLI représenté par Séverine MAROUN)

Le Président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.